

La revue : «L'ENFANT D'ABORD» : une complicité sociale potentielle

Comprendre ce qui se passe ailleurs... Mettre en pratique ce «droit à la différence» dont on parle tant dans l'I.C.E.M... Reconnaître, dans le champ social, ce patchwork mal cousu où des tissus vivants s'imbriquent dans des tissus morts, nos complices potentiels... Traquer également notre spécificité et rebondir sur les théories, les pratiques d'autrui, pour affiner nos propres conceptions, nos propres outils... Tels sont les objectifs que j'ai envie de proposer pour une rubrique «Ouvertures» de *L'Éducateur*. C'est avec ces idées-là dans la tête que j'ai plongé le nez dans la collection de *L'Enfant d'abord*, une revue que je ne connaissais pas quelques mois auparavant et qui existe pourtant depuis plusieurs années, a déjà 12 000 abonnés et s'apprête à tirer à 20 000 exemplaires. Cette revue est animée par le G.R.A.P.E., Groupe de Recherche et d'Action pour la Petite Enfance, une dénomination qui, d'emblée, me paraissait sympathique. Encore étais-je curieux de voir ce qu'il y avait derrière.

Au fil des numéros, j'ai découvert des bouts d'articles, des titres, des dessins qui m'ont accroché parce que j'y reconnaissais quelque chose de familier à un éducateur Freinet. Ce titre du courrier des lecteurs du n° 24 par exemple : «Respecter le rythme de chaque enfant», ou cet autre du n° 15-16 : «Ça joue et ça se salit, mais qu'importe, du moment qu'ils sont contents...». Dans le n° 11 d'octobre 77, il y avait un article intitulé «Les hommes en maternelle» où Christian, l'instituteur, dit, notamment : «*En fait nous nous servons des activités telles que la danse, les jeux dramatiques, le rythme, le chant, la poésie, les travaux manuels pour essayer de leur faire prendre conscience des possibilités qu'ils ont en tant qu'être humain, pas seulement en tant qu'enfant.*» Tiens ! tiens ! Ce Christian-là j'aurais pu le rencontrer dans un congrès Freinet. Du coup, j'ai fouillé un peu plus avant dans la collection et j'ai trouvé dans un numéro d'avril 79 un dossier-formation ayant pour thème : «Une même éducation pour les filles et les garçons», avec, comme exergue, ce texte : «*Un petit garçon et une petite fille, c'est différent : cela se voit à l'œil nu. Mais notre éducation a tendance à en «rajouter», à empêcher les premiers de pleurer et les secondes de grimper aux arbres. Or, ils ont besoin autant l'un que l'autre de s'épancher et d'exercer leur corps. Leur imposer des comportements soi-disant de fille ou de garçon les déforme et gêne leur développement d'être humains en pleine croissance physique et mentale. La petite enfance est une période sensible au cours de laquelle se fixent les modèles féminin et masculin. Ceci doit nous inciter à réfléchir sur les comportements que nous exigeons de nos enfants, et aussi sur ce que nous leur montrons de nous-mêmes.*»

Faire confiance à l'enfant

Un autre dossier-formation, dans le n° 28 de juin 79, est intitulé : «Laisser faire ou interdire ?» Faire confiance à l'enfant semble être l'une des lignes de conduite préconisées par ce dossier qui précise : «*Le débat sur l'éducation est toujours ouvert, que ce soit entre spécialistes ou entre parents et assistantes maternelles. La solution ne sera jamais trouvée car elle n'existe pas. Il n'y a que ce que chacun peut faire, avec l'éducation qu'il a lui-même reçue, ses recherches personnelles, ses expériences, ses limites. Avoir conscience de cette relativité peut dépassionner certains rapports mal engagés entre adultes. Enfin, il ne faut surtout pas oublier le principal intéressé : l'enfant. Il s'agit bien de l'éducation d'un enfant particulier. Qu'il s'appelle Stéphanie, Julien ou Catherine, il a sa manière bien à lui de recevoir et de répondre aux attitudes des grandes personnes. Le «prêt à porter» en matière d'éducation est tout aussi détestable quand il est imposé au nom de principes rigides qu'au nom du libéralisme. Défendre pied à pied ses positions, ses opinions, ne mène qu'à un blocage des relations entre adultes.*»

Mais regarder ensemble le même enfant et s'interroger sur ses besoins, sur ce qui est préférable pour lui, c'est le début d'une démarche qui aide considérablement les éducateurs.» Certains passages m'ont fait songer à notre propre charte, alors j'ai cherché ailleurs si j'en trouvais confirmation et, effectivement, dans un article sur «Le moule de la préscolarisation» j'ai trouvé un paragraphe intitulé «L'émotion, source de la prise de conscience».

«C'est donc par le biais des émotions que se déterminent les attitudes de l'enfant. Et c'est à travers ses attitudes, c'est-à-dire finalement ses prises de position actives, que se dessinent pour lui les réalités extérieures, c'est-à-dire qu'émergent les éléments de conscience. C'est ainsi que seront intériorisées petit à petit par l'enfant, des valeurs correspondant à des attitudes données. En effet, au cours des activités dans l'école maternelle, la maîtresse (sic) est amenée à sélectionner implicitement ou explicitement, dans les attitudes de l'enfant, les comportements négatifs ou positifs. Il y aura lutte contre les comportements négatifs par la critique publique, la prise à témoin du reste de la classe, la comparaison avec un comportement contraire. Il y aura renforcement de comportements positifs par gratification, encouragement public, compliments, etc. Dans cette sélection, le groupe est toujours témoin, témoin actif. Car c'est par le biais de son adhésion émotionnelle que se joue l'intégration des valeurs, des notions de ce qui est bien et de ce qui est mal. Et c'est de cette réaction commune à tous, que se détachera progressivement la conscience individuelle.»

D'abord des personnes...

J'ai voulu en savoir plus et je suis allé à la rédaction de *L'Enfant d'abord*, trois petites pièces perchées en haut d'un escalier obscur, près de la Bourse, à Paris. Quelques femmes affairées au milieu de machines à écrire, de livres pour enfants et de dossiers en vrac. Sur une porte, accrochée comme nos boîtes à questions, une enveloppe ; inscrit dessus : «*Mettre dans cette enveloppe toutes les idées qui commencent par «on devrait.»*» Aux murs, des affiches, dans un beau fouillis et, entre les affiches, des phrases lapidaires : «*Les mauvaises raisons fournissent d'excellentes occasions de prendre les choses en main*»; «*Nous sommes d'abord des personnes et secondairement des professionnels*»; «*Ici nous réparons notre propre enfance et nous espérons que cela profitera à celle des autres*».

J'ai réussi à «débaucher» un moment Nadia Monteggia, la rédactrice en chef, et nous avons eu cet entretien :

Christian Poslaniec. — A quels milieux vous adressez-vous ?
Nadia Monteggia. — A tous les milieux. C'est un truc difficile à faire car c'est parler à des gens qui ne sont pas de votre groupe, de votre église, de votre chapelle. C'est vraiment parler

à d'autres. Et nous pensons que si une chose est compréhensible pour une assistante maternelle, c'est-à-dire une femme qui n'a pas fait d'études, qui vit chez elle, qui a peu de contacts avec l'extérieur, si c'est compréhensible pour elle, ce le sera aussi pour un professeur.

C.P. — On ne va pas vous faire le reproche, alors, de niveler par la base et de ne pas donner d'arguments étayés pour justifier vos prises de position ?

N.M. — Oui, c'est un reproche qu'on peut nous faire. Mais nous on ne dit pas qu'on nivelle par la base, parce que nous n'avons pas de mépris pour la base. Mais on n'est pas complètement inexistant sur le plan théorique. Les choix des cas que nous présentons, par exemple, sont sous-tendus par une certaine connaissance théorique et pratique des problèmes. On part de ce que nous avons vécu personnellement en tant que personnes ayant été enfants, ayant eu ou pas des enfants, étant en rapport avec des enfants, etc. Nous partons également de ce que nous avons lu, de la culture dont nous sommes imprégnés. Et puis un certain nombre de personnes, au G.R.A.P.E., sont en activité dans le cadre de l'enfance. Ils sont, par exemple, éducateurs spécialisés, directrice de puériculture...

Qu'est-ce que le G.R.A.P.E. ?

C.P. — Le G.R.A.P.E., c'est une association loi 1901 ?

M.N. — Oui. Mais sans oublier que c'est un mouvement qui est parti de travailleurs sociaux et médicaux qui exerçaient dans le cadre de l'enfance à problèmes, de l'enfance inadaptée, physiquement ou psychologiquement, etc.

C.P. — Cela reste encore ?

M.N. — Ça continue à vivre dans le cadre du G.R.A.P.E. C'est-à-dire que ces praticiens qui se sont réunis — parce que c'était difficile, ce qu'ils faisaient tous les jours, ils avaient besoin d'en parler entre eux —, se sont interrogés sur ce qui est arrivé à ces enfants avant qu'ils arrivent tout cassés dans une institution quelconque ou dans une famille d'accueil. Et partant de là ils se sont intéressés à tous les enfants.

C.P. — Ce que je ne comprends pas c'est comment il se fait que ces gens qui sont intéressés par l'enfant, donc par un certain type d'éducation de l'enfant, n'aient rejoint aucun des groupes qui s'occupent soit des enfants handicapés, soit de psychothérapie soit de pédagogie, groupes où l'on retrouve souvent le même type de recherches et d'interrogations. Comment se fait-il que le G.R.A.P.E. se soit constitué d'une façon tellement autonome ?

N.M. — C'est loin de tout ce que tu signales mais en fait c'est proche des milieux médicaux, des milieux psychiatriques, etc. Parce que les gens qui sont au G.R.A.P.E. et qui travaillent à l'extérieur, dans un établissement, dans un hôpital, sont là-dedans. Ce qu'on peut dire c'est que par rapport aux milieux de l'éducation, il y a très très peu de choses. Je sais qu'on a rencontré un jour des gens du G.E.D.R.E.M. mais c'est très très limité.

C.P. — Mais savez-vous un peu ce qui se fait dans les mouvements d'éducation nouvelle ?

N.M. — Non ! Sincèrement non ! Nous sommes assez ignorants de ce qui se fait dans ces milieux.

C.P. — N'est-ce pas un hiatus ?

N.M. — C'en est un. Mais il ne faut pas oublier que c'est un mouvement récent qui a été pendant très longtemps quelque chose de très très spécialisé et centré sur l'enfance inadaptée, ce qu'on appelle les «cas lourds» et, petit à petit, il s'est élargi. Mais cet élargissement date de 76 ! C'est en 76 que le G.R.A.P.E. a commencé à exister, et il a commencé à exister en n'ayant pas d'argent non plus.

Travailler sur ce que vivent les gens

C.P. — Alors vous avez eu une croissance rapide parce qu'on ne peut pas dire qu'un mouvement qui publie une revue ayant 12 000 abonnés soit un tout petit mouvement. C'est déjà quelque chose qui compte socialement. Et je suis stupéfait de constater les ignorances réciproques qu'il peut y avoir entre des mouvements qui, dans leur milieu social, ont une influence relativement importante.

N.M. — C'est vrai. Mais il faut dire que le G.R.A.P.E. compte tenu de son passé et de son implantation dans le milieu social et médical, avait d'abord à se faire connaître au niveau des travailleurs sociaux, etc. Les contacts avec d'autres organisations

qui ont peut-être des points communs avec le G.R.A.P.E., viennent après.

C.P. — Dans le mouvement Freinet, on vient de publier chez Maspéro un bouquin qui s'appelle Perspectives d'éducation populaire, c'est une de nos recherches actuelles. D'autre part, l'un de nos fondements, c'est de faire d'abord... C'est toujours une théorie qui vient de l'action sur le terrain social. On fabrique des outils plutôt que des théories, etc. Et on est le seul mouvement pédagogique à avoir cette façon d'être d'abord sur le terrain. Or j'ai l'impression que vous avez une pratique un peu similaire.

N.M. — C'est vrai. Le mouvement s'est doté d'un certain nombre de moyens d'intervention. Le journal en est un, mais le service-formation également. Parce qu'il y a beaucoup de choses qui peuvent être véhiculées par le biais des sessions de formation organisées par le G.R.A.P.E. Par exemple nous assurons deux cycles de formation. Une formation auprès des assistantes maternelles et surtout des familles d'accueil, c'est-à-dire les nourrices qui accueillent des enfants soit à temps plein, pour les familles d'accueil, soit à la journée, pour les assistantes maternelles libres et en crèches familiales. Et nous faisons aussi des formations qui s'adressent à des professionnels reconnus comme tels. Par exemple des médecins de la Protection Maternelle et Infantile (P.M.I.), des psychologues, des puéricultrices, des éducatrices de jeunes enfants. On a ces deux types de formation. Et dans le cadre de l'une comme de l'autre, on essaie toujours de travailler sur ce que vivent les gens et non pas en apportant des théories et des connaissances supplémentaires. Nous croyons beaucoup plus à l'efficacité d'une session de formation avec des familles d'accueil qu'à un dossier publié dans L'Enfant d'abord sur tel ou tel sujet. Parce que l'accès à la connaissance de soi qui est justement favorisé par les sessions de formation est autrement plus riche que le fait de lire un article, si bien fait soit-il. On n'atteint pas l'autre de la même manière.

C.P. — Mais dans ce cas il y a l'argument contraire qui consiste à dire que ce n'est pas en faisant des actions ponctuelles une fois de temps en temps qu'on change les gens.

N.M. — C'est pourquoi on considère qu'une partie de ce qu'il y a dans le journal est complémentaire par rapport à ce qu'on fait en formation.

C.P. — Autrement dit votre journal est constamment, disons tricoté avec votre action sociale.

N.M. — Exactement. Il est tricoté, pour reprendre cette expression qui me plaît beaucoup, avec le service formation qui, dans des conditions très particulières, est en rapport constant avec des gens. Il est tricoté aussi avec un fil de téléphone, si je puis dire, qui est Allo petite enfance. Tous les après-midis ce service fonctionne. Il est gratuit pour les gens qui appellent et ils nous parlent de ce qui les intéresse, ce qui les préoccupe tous azimuts. C'est aussi bien une maman qui ne peut plus supporter son gosse qu'une autre qui est enceinte et qui est inquiète, qu'une assistante maternelle qui a des difficultés avec les parents et qui nous demande soit un soutien d'ordre relationnel soit simplement des précisions sur son statut professionnel. Ou alors c'est une assistante sociale qui n'a pas eu toutes les informations que la D.A.S.S., normalement, devrait lui donner et qui nous appelle nous. Et c'est un apport d'informations vraiment extraordinaire. Et ça nourrit le journal et le service formation. Nous sommes une toute petite équipe avec la possibilité de nous rencontrer plusieurs fois dans la journée et de parler. Il y a un bain qui se fait.

Et la hiérarchie ?

C.P. — Comment fonctionnent les rôles au sein de l'équipe ? Toi, tu es rédactrice en chef par exemple. Est-ce que la notion de hiérarchie existe ?

N.M. — Il y a une personne du service formation, une autre qui est responsable d'Allo petite enfance et moi-même qui suis responsable du journal. Nous avons commencé en fonctionnant sur des schémas tout faits. Quand il y a une équipe, il y a toujours quelqu'un qui est chef. Et notre réflexion sur le rôle du chef, bon ou mauvais, n'est pas terminée. C'est tout à fait évolutif.

C.P. — Et ça fonctionne encore comme ça ?

N.M. — Nous avons des titres. Par rapport à l'extérieur, je suis, effectivement, rédactrice en chef. Par rapport à l'intérieur, si j'ai à préciser mes sentiments et ce que je peux observer... j'ai pas envie de ça, déjà... pas vraiment. Et pourtant j'en

sens la nécessité. C'est-à-dire qu'on n'est pas prêts à fonctionner d'une manière non hiérarchique.

C.P. — Pourquoi ?

N.M. — Parce que nous sommes des femmes — puisqu'il s'agit de femmes — de notre temps et de notre culture, ayant travaillé ailleurs, ayant des habitudes, etc. et que si on décidait qu'il n'y a plus de responsables, j'ai l'impression qu'il y aurait un vide parce qu'on n'est pas encore à même de construire quelque chose de complètement différent. Seulement ce quelque chose de complètement différent, on en a envie et on essaie, au jour le jour, de le rendre possible pour un avenir que je ne peux pas dater. On le fait quand il y a un problème, grâce aux conflits.

C.P. — Quel est le rapport du G.R.A.P.E. avec le pouvoir, avec les institutions ? Est-ce que vous êtes subventionnés, reconnus ?

N.M. — Ça se manifeste comment la reconnaissance ? Par une subvention à l'année reconduite automatiquement ? Ça, ce n'est jamais arrivé avec aucun organisme. Mais il est arrivé que le G.R.A.P.E. soit subventionné pour une opération. Par exemple le G.R.A.P.E. a organisé les Etats Généraux de la petite enfance et il a reçu 100 000,00 F du Ministère de la Santé. C'était une action ponctuelle. Mais nous avons l'intention de déposer un dossier au Ministère de la Santé demandant une subvention plus régulière, tout en nous disant qu'on ne peut pas se rendre dépendants d'une subvention qui va venir ou non à telle ou telle condition qu'on ne connaît pas encore. Et nous essayons que les actions du G.R.A.P.E. s'auto-financent. En même temps il y a autre chose d'intéressant là-dedans : lorsqu'on a à s'auto-financer, il y a une sanction, c'est la sanction du public. Si on pose le problème d'une manière théorique, on peut se dire : pour vendre au public, il faut faire démagogique. Nous, on a entendu dire ça, et ça nous est même arrivé de le dire, mais on n'a pas du tout le sentiment d'avoir fait des choses pour qu'elles plaisent et pour qu'elles rapportent. A moins qu'on se soit auto-censurées, ce qui est toujours possible.

C.P. — Et avec la D.A.S.S., vous n'avez pas de rapports privilégiés ?

N.M. — On peut avoir des rapports privilégiés avec certains travailleurs sociaux d'une certaine D.A.S.S. On peut aussi être complètement détestés par certaines personnes qui travaillent dans telle ou telle D.A.S.S. On a plutôt des relations personnelles que d'institution à institution.

L'enfant est une personne

C.P. — Je voudrais poser une question plus pédagogique : quelle idée vous faites-vous de l'enfant à travers tout ce que vous faites ?

N.M. — Nous pensons tout d'abord à l'être humain. Nous considérons que l'enfant c'est un moment de l'être humain qui peut être vu en soi ou dans le schéma d'une croissance, d'un devenir. Nous pensons qu'un enfant est quelqu'un déjà, que c'est une personne et qu'il est toujours quelque part. Et le quelque part il est vaste, ce sont des lieux, c'est une histoire, c'est une culture ; et puis il est en rapport avec d'autres personnes, adultes ou enfants. C'est-à-dire que l'enfant n'existe pas en l'air, il existe avec tout ça.

C.P. — Alors ça c'est la conception que vous essayez de faire passer dans votre journal, au sein de votre propre groupe, de vos propres enfants, de vos groupes de formation, c'est-à-dire une conception vivante de la relation avec le petit enfant. Mais que se passe-t-il quand ces enfants deviennent moins petits, quand vous les emmenez à l'école ? C'est là qu'il peut y avoir un point de contact avec la pédagogie. Or je n'ai pas l'impression que vous vous soyez préoccupés de l'école, de ce qui s'y passe.

N.M. — C'est vrai, on ne s'en est pas soucié parce que le journal a été tout d'abord centré sur les assistantes maternelles. C'était un journal d'abord destiné aux nourrices et aux parents qui s'occupent du même enfant. Seulement ça a changé avec les trois derniers numéros. Le G.R.A.P.E. étant assez vaste, au bout d'un moment il a paru absurde d'avoir un journal qui se rétrécit uniquement sur une catégorie de personnes en contact avec l'enfant. D'autre part, si on veut que le métier d'assistante maternelle en soit réellement un, il faut qu'il soit resitué parmi les métiers de la petite enfance. Tout cela fait que le journal est différent maintenant de ce qu'il était il y a six mois.

Christian POSLANIEC

G.R.A.P.E., service formation : Anne LOISON. Tél. (16 1) 296.22.32.

Allo petite enfance : Tél. (16 1) 296.22.85.

L'Enfant d'abord : 11 numéros par an. Abonnement : 60 F (étranger : 66 F). 70 Galerie Vivienne, 75002 Paris.

L'enfant d'abord n° 17/18/19.

